

OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO

8 AVRIL 2023

En résumé



Le trafic de carburant et d'armes s'est intensifié au Tchad et dans l'ensemble du Sahel sur fond de conflit au Soudan.

Le trafic de carburant et d'armes convoyés du Tchad vers le Soudan s'est intensifié avec le conflit au Soudan et risque de prolonger la guerre et d'en accentuer la violence. À plus long terme, les réfugiés fuyant la guerre pourraient eux aussi alimenter le trafic d'êtres humains en direction du nord. Le Tchad, déjà confronté aux menaces de divers groupes armés, est maintenant également menacé par l'implication potentielle de combattants tchadiens, dont beaucoup d'anciens ou d'actuels rebelles, dans l'économie de guerre du Soudan. Ces combattants aguerris sont prêts à tirer profit de la guerre au Soudan en proposant leurs services en tant que mercenaires. Avec le temps, les fonds, les armes, les véhicules et l'expérience de combat acquis au Soudan pourraient être réorientés vers le Tchad. Dans un environnement que le conflit soudanais a rendu propice aux économies illicites en favorisant la violence et les déplacements de population, une médiation internationale efficace tenant compte de la question de

la criminalité s'impose pour préserver la stabilité de la région.



Les agriculteurs et les éleveurs de plus en plus pris pour cible dans un contexte d'enlèvements contre rançon record dans la région Nord du Cameroun.

Les enlèvements contre rançon constituent un problème de sécurité important dans le nord du Cameroun depuis plus de 20 ans. Depuis 2020, le phénomène s'est cependant amplifié, notamment dans le département du Mayo-Rey (région Nord), frontalier de la République centrafricaine, où le nombre de personnes enlevées a presque doublé entre 2019 et 2022. Les auteurs ont également élargi le profil de leurs victimes, les agriculteurs étant de plus en plus visés. L'escalade des enlèvements s'explique en partie par le caractère de plus en plus lucratif des secteurs de l'élevage et de l'agriculture dans la région, ainsi que par l'insécurité croissante dans les pays voisins. L'évolution de la criminalité en réponse aux mesures militaires au Cameroun soulève des questions sur les limites des approches sécuritaires vis-à-vis d'activités économiques



illicites telles que l'enlèvement contre rançon et souligne la nécessité d'accompagner ces réponses de stratégies alternatives qui s'attaquent aux facteurs de l'insécurité.



Les saisies de cocaïne peuvent-elles servir d'indicateurs de l'instabilité politique en Afrique de l'Ouest ?

Les saisies groupées de cocaïne pourraient fournir un éclairage précieux sur la protection politique dont bénéficie ce sombre commerce et, plus généralement, servir d'indicateurs de l'instabilité politique. L'analyse des

tendances récentes en matière de saisies de cocaïne, ainsi que d'autres indicateurs du marché de la drogue, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Ghana (chacun étant un point de transit sur les routes du trafic international de cocaïne vers l'Europe) remet en question les conclusions existantes et témoigne de fractures dans le système de protection politique guinéen, ainsi que d'une protection sans faille en Guinée-Bissau et au Ghana. Nous évaluerons l'intérêt d'utiliser les tendances en matière de saisie dans l'appréciation de l'instabilité politique actuelle et future en Afrique de l'Ouest.

Le trafic de carburant et d'armes s'est intensifié au Tchad et dans l'ensemble du Sahel sur fond de conflit au Soudan.

Après des mois de tensions latentes, une lutte de pouvoir entre le chef du Conseil militaire de transition du Soudan, le général Abdel Fattah al-Burhan, et son adjoint, le général Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemei », a déclenché un conflit brutal le 15 avril 2023.¹ Les deux rivaux, chefs respectifs des forces armées soudanaises (FAS) et des Forces de soutien rapide (FSR), engagés dans une lutte pour la domination, sont loin d'être seuls sur le champ de bataille. Une série d'alliés puissants (Libye, Égypte, Turquie, Émirats arabes unis, Arabie saoudite et Russie) leur apportent un appui diplomatique, financier et logistique.²

Les retombées économiques, sécuritaires et humanitaires du conflit soudanais remodelent les économies illicites bien au-delà de ses frontières poreuses, notamment au Tchad et dans la région du Sahel. Bien que ces économies illicites ne soient pas au cœur de l'impasse actuelle au Soudan, elles constituent des éléments essentiels de l'économie de guerre qui alimente et soutient le conflit. La crise a déjà entraîné une augmentation du trafic d'armes et de carburant, et devrait également stimuler la demande d'êtres humains conduits clandestinement vers le nord le long d'itinéraires établis.³ Cette situation constitue une menace importante pour la stabilité régionale, car elle fournit aux groupes armés les ressources nécessaires pour prolonger le conflit et intensifie les problèmes économiques et de sécurité auxquels sont confrontées les communautés vulnérables.

Les économies illicites qui alimentent le conflit soudanais

Les faits montrent que deux des marchés illicites qui sous-tendent l'économie de guerre du Soudan ont pris de l'ampleur depuis que le début du conflit : le trafic d'armes et de carburant. Malgré la fermeture officielle de la frontière entre le Tchad et le Soudan en réponse au conflit,⁴ les trafiquants de l'est du Tchad ont signalé une augmentation du trafic transfrontalier de carburant et d'armes en provenance du Tchad et de la Libye vers la zone de conflit.⁵

Le conflit en cours a considérablement perturbé les chaînes d'approvisionnement régionales en carburant, essentielles au maintien de la guerre, ce qui a entraîné des changements notables sur le marché du trafic de carburant. Les perturbations de la capacité opérationnelle de Port-Soudan, principale plaque tournante pour l'importation de carburant avant la guerre, et le long des routes clés entre Port-Soudan et Khartoum, auraient induit une dépendance accrue à l'égard des importations de carburant en provenance de Libye.⁶ Bien qu'une quantité importante de carburant soit introduite directement au Soudan par la région de Kufra, au sud-est de la Libye, le Tchad sert également de couloir stratégique.⁷

Le rôle du Tchad en tant que plaque tournante du trafic de carburant a été mis en lumière pour la première fois suite à l'exonération pendant deux mois des droits de douane et des taxes sur les importations de carburant en provenance de Libye, décidée par le gouvernement tchadien le 30 mars 2023. Cette exonération, ainsi que l'interdiction des exportations de carburant, visaient à remédier à la pénurie de carburant au Tchad, due en grande partie à la fermeture de l'unique raffinerie de carburant du pays pour des raisons de maintenance.⁸

Avant l'exonération, les camions transportant du carburant libyen étaient rares, car des droits et taxes étaient imposés par les douanes tchadiennes à la frontière. Le carburant libyen subventionné en provenance du Tchad était principalement transporté par des trafiquants individuels (souvent d'anciens combattants tchadiens ou soudanais) dans des fûts de carburant à l'arrière de camionnettes empruntant des itinéraires de contrebande.⁹ Ce type de carburant était principalement utilisé pour approvisionner les zones d'extraction d'or telles que Kouri Bougoudi, où se concentrent les marchés illicites et les acteurs criminels armés,¹⁰ mais rarement au-delà du sud du pays.

Depuis le mois d'avril, et plus particulièrement depuis le début du conflit, le nombre de camions-citernes transportant du carburant de la Libye vers le nord du Tchad aurait cependant très sensiblement augmenté. Beaucoup d'entre eux transiteraient par le Tchad et se

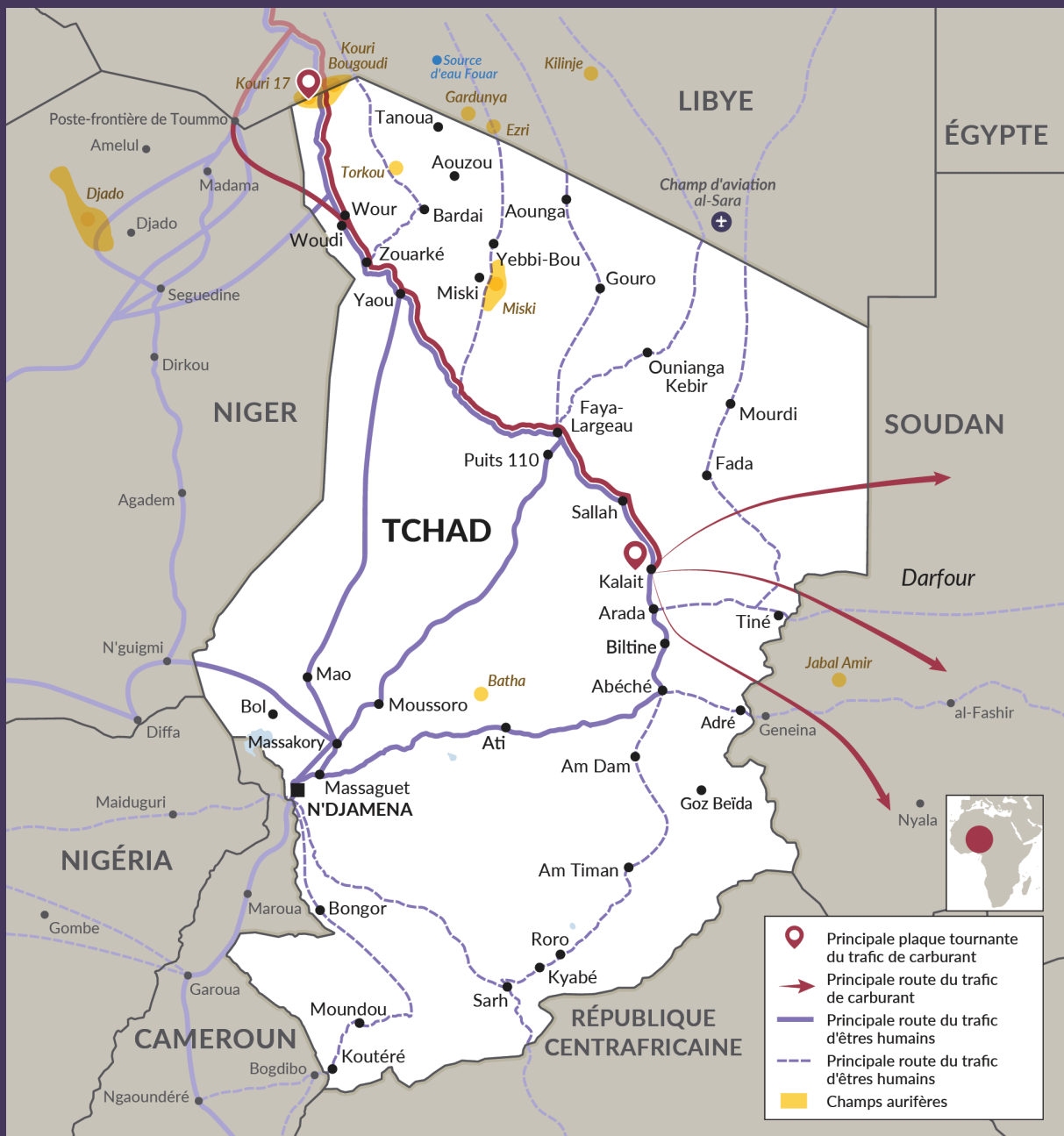


FIGURE 1 Trafic de carburant et d'êtres humains à travers le Tchad.

dirigeraient vers le Soudan, malgré l'interdiction d'exporter.¹¹ Les camions-citernes entrent au Tchad soit directement par la région de Kouri Bougoudi, soit par le nord du Niger. Ils traversent ensuite plusieurs villages tchadiens avant d'entrer au Soudan, un volume important de carburant étant livré à la fois dans l'est du Tchad et au Darfour (voir figure 1).¹²

On estime à une quinzaine le nombre de camions-citernes, transportant chacun 36 000 litres de carburant, qui ont transité chaque semaine de mai, souvent en convois de trois à cinq véhicules.¹³ La période d'exonération fiscale étant désormais terminée (et dans l'hypothèse où le gouvernement tchadien ne la reconduirait pas), des trafiquants individuels de

carburant devraient répondre à la demande de carburant dans un contexte de guerre.

La perturbation des chaînes d'approvisionnement en carburant causée par le conflit soudanais a également provoqué une forte augmentation des prix du carburant. Depuis l'augmentation des exportations de carburant libyen vers le Soudan au début du mois de mai 2023, le prix du carburant sur le marché noir d'Um al-Aranib, dans le sud de la Libye, a doublé, passant de 1,5 dinar libyen à 3 dinars le litre (soit de 0,3 € à 0,6 € environ).¹⁴ Le prix du carburant dans le nord du Tchad, traditionnellement dépendant du carburant libyen, a également grimpé en flèche. Un bidon de carburant de 60 litres à Zouar, dans le nord du Tchad, coûtait ainsi 40 000 FCFA (60 €) le 23 mai, en très nette hausse par rapport à la fourchette de prix d'avant mai 2023, comprise entre 27 500 et 30 000 FCFA (42-46 €).¹⁵

L'augmentation du prix du carburant a eu des répercussions importantes sur l'économie régionale et a exacerbé les difficultés économiques des habitants du Tchad, qui reste l'un des pays les plus pauvres au monde.¹⁶

L'escalade du conflit a également stimulé les flux d'armes illicites dans la région. Depuis la fin mai 2023, le trafic d'armes destinées aux groupes armés non étatiques directement liés à la guerre a considérablement augmenté. La demande soudanaise d'armes, alimentée principalement par des civils cherchant à se protéger, des communautés exigeant des représailles et des groupes armés souhaitant renforcer leur puissance de feu, a explosé.¹⁷ La demande pourrait encore augmenter du fait du besoin de protection des civils, encouragés par des figures politiques telles que Minni Minnawi, ancien chef rebelle de l'Armée de libération du Soudan et actuel gouverneur du Darfour, qui a appelé les habitants du Darfour à « prendre les armes pour défendre leurs biens ».¹⁸

La porosité de la frontière entre le Soudan et le Tchad favorise ces flux, tout comme les activités des réseaux de contrebande, principalement composés d'anciens combattants tchadiens et soudanais. La plupart des armes proviennent de stocks militaires abandonnés, volés ou vendus illégalement, ainsi que d'autres conflits persistants dans la région.

Les risques posés par cette recrudescence du trafic d'armes sont considérables. Les combattants soudanais en fuite pourraient se réfugier au Tchad, contribuant

ainsi à la prolifération des armes dans le pays.¹⁹ Et ces armes pourraient bien se retrouver entre les mains de groupes rebelles cherchant à renverser le gouvernement tchadien et à étendre leur influence régionale, ou de groupes criminels désireux de dominer le trafic de stupéfiants ou d'autres activités illicites. Ces armes pourraient également être utilisées pour commettre des actes de violence à l'encontre de civils et de groupes rivaux, et intensifier les conflits intercommunautaires.

Les conflits sont susceptibles d'entraîner une augmentation durable des flux de trafic d'êtres humains

Entre le début de la guerre au Soudan et le mois de juin 2023, 150 000 réfugiés ont fui vers le Tchad, en provenance principalement de villes proches de la frontière tchadienne.²⁰ Si le conflit perdure, on peut s'attendre à ce qu'un nombre croissant de réfugiés originaires d'autres régions du Soudan déchiré par la guerre arrivent au Tchad.

Les personnes déplacées pourraient s'installer dans un premier temps dans d'autres pays du Sahel ou en Libye, où il existe une diaspora soudanaise bien établie, ce qui risque d'accroître la demande de services de contrebande dans le nord de la Libye.²¹ À plus long terme, les déplacements croissants en provenance du Soudan pourraient également accroître la demande de traversées maritimes de la Libye vers l'Europe. Étant donné que les personnes déplacées et les demandeurs d'asile à l'étranger peuvent passer des années en transit, les effets de la guerre actuelle au Soudan sur le trafic de migrants en Libye et au Sahel pourraient ne se faire sentir que dans les années à venir.

Les longs délais de traitement des demandes d'asile dans les États voisins risquent d'accroître la pression sur les communautés locales et d'exacerber les conflits intercommunautaires à moyen terme. Au Niger, par exemple, les tensions autour des demandeurs d'asile soudanais à Agadez risquent de s'aggraver si l'afflux de nouveaux réfugiés soudanais se poursuit.²²

Les réfugiés soudanais récemment déplacés qui cherchent à transiter par le Tchad risquent d'accroître la demande de services auprès des réseaux de passeurs du pays. De nombreux réseaux sont composés de combattants et d'anciens combattants tchadiens, pour qui le trafic de personnes est une source de revenus importante.²³

L'économie tchadienne du trafic d'êtres humains facilite principalement les mouvements de l'est vers le nord du Tchad et le sud de la Libye, où les perspectives de travail, notamment dans l'extraction d'or, ont attiré de jeunes hommes tchadiens et soudanais depuis le boom de l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or, qui a commencé en 2013.²⁴ Les réseaux sont réputés exploiter les migrants vulnérables, dont beaucoup voyagent à crédit pour travailler dans les champs aurifères du nord du Tchad et du sud de la Libye. Leur « dette » est rachetée aux passeurs par les propriétaires des sites aurifères pour lesquels les migrants sont contraints de travailler sans rémunération, souvent pendant des périodes indéterminées, jusqu'à ce qu'ils aient réglé leur dette. Les réfugiés soudanais qui empruntent ces itinéraires sont exposés à ce type d'exploitation.²⁵

Le conflit offre de nouveaux flux de ressources aux rebelles tchadiens : des pions au potentiel perturbateur

Tout en alimentant l'instabilité des économies illicites de la région, le conflit au Soudan offre de nouvelles opportunités aux combattants rebelles tchadiens. Ces rebelles sont des acteurs clés des marchés criminels sahéliens et jouent un rôle crucial dans le maintien de l'équilibre précaire des pouvoirs au Soudan et au Tchad, ainsi que dans l'ensemble de la région du Sahel. Le conflit pourrait également menacer la paix fragile entre le Tchad et le Soudan, qui tient depuis qu'un accord de paix signé en 2010 a mis fin au conflit de cinq ans entre les deux gouvernements, conflit qui a vu chaque pays financer des groupes rebelles rivaux.²⁶

Depuis l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 en Libye, les combattants tchadiens, qui se sont engagés dans le mercenariat en soutenant différentes factions libyennes en guerre depuis 2011, ont moins de raisons de rester en Libye et se sont tournés vers d'autres sources de revenus, y compris les économies illicites du Sahel.²⁷ Au fur et à mesure que le chaos s'installe au Soudan, les combattants tchadiens, habitués à identifier de nouvelles sources de revenus, pourraient bien profiter de l'instabilité pour trouver une nouvelle base au Soudan, susciter une nouvelle demande de leurs services en tant que mercenaires et tirer profit de l'économie de guerre.²⁸

Les groupes rebelles tchadiens sont des vétérans de l'économie criminelle de la région, qu'il s'agisse de stupéfiants, d'armes, de voitures ou de personnes, dont ils font le trafic ou qu'ils escortent illégalement.²⁹ Ils possèdent également une connaissance cruciale des zones transfrontalières du Soudan, du Tchad, de la Libye et du Niger, et savent donc comment y manœuvrer.³⁰

Des sources locales suggèrent déjà que certains combattants tchadiens se sont dirigés vers Khartoum depuis le sud de la Libye.³¹ Un convoi d'environ 15 véhicules, transportant 30 à 40 combattants tchadiens, aurait quitté Sebha fin avril et serait passé par Rebiana, dans la région libyenne de Kufra, avant d'entrer au Soudan. Le groupe aurait rejoint les FSR dans les combats contre les Forces Armées Soudanaises (FAS) à Khartoum. La principale motivation de ce mouvement serait de pouvoir accéder à des véhicules, des armes et



FACT – Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad

Le FACT est une organisation politico-militaire créée par Mahamat Mahdi Ali en mars 2016 à Tanua, dans le nord du Tchad. Le FACT est principalement composé d'Anakaza du sous-clan goran.



CCMSR – Conseil de Commandement Militaire pour le Salut de la République

Fondé en 2016, le CCMSR opère actuellement dans les régions frontalières du nord du Tchad, du sud de la Libye, de l'est du Niger et de l'ouest du Soudan. Le CCMSR recrute parmi les Kreda Goran (nord du Tchad) et les Arabes.



UFDD – Union des Forces pour la Démocratie et le Développement

L'UFDD est le plus grand groupe de forces rebelles tchadiennes opposées à l'ancien président Idriss Déby. Il a été créé en octobre 2006 sous la direction de Mahamat Nouri. L'UFDD est principalement composée d'Anakaza du sous-clan goran.



FNDJT – Front de la Nation pour la Démocratie et la Justice

Le FNDJT a été créé en juillet 2018 à Murzuq. Il est composé d'anciens combattants du CCMSR et du FACT d'origine tebu, goran, zaghawa et arabe. En juin 2023, le cofondateur et dirigeant du FNDJT, Adoum Tchamaïmi, serait décédé à la suite d'affrontements avec l'armée tchadienne dans le nord-ouest du Tchad, des affrontements qui ont duré plus d'une semaine.

FIGURE 2 Principaux groupes armés rebelles tchadiens, juin 2023.

des équipements volés, ainsi qu'à des activités criminelles, telles que le trafic de stupéfiants, de carburant et d'armes.³²

Effets d'entraînement

Les effets secondaires du conflit soudanais dépassent très largement les frontières du pays, remodelant les économies illicites régionales et menaçant de déstabiliser davantage une région déjà chroniquement fragile. Les économies illicites sont le moteur des opérations des groupes rebelles tchadiens, des acteurs du conflit au Soudan et de nombreux autres groupes armés dans la

région, contribuant ainsi à une plus grande instabilité. L'augmentation de la demande de carburant et d'armes de contrebande, de la sollicitation des services des réseaux de migrants clandestins – et éventuellement des compétences des mercenaires – induite par le conflit devraient renforcer le pouvoir et la résistance des groupes rebelles tchadiens, ainsi que d'autres réseaux criminels armés opérant dans la région. À leur tour, les flux illicites de carburant et d'armes alimentent l'économie de guerre du Soudan, en fournissant des ressources cruciales, et contribueront très probablement à prolonger le conflit.

Notes

- 1 Le cœur du conflit tourne autour de l'intégration et de la structure de commandement des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire issu de la milice Janjaweed accusée de crimes de guerre au Darfour et devenu la puissance militaire dominante au Soudan. Voir Susan Stigant, *What's behind the fighting in Sudan?*, USIP, 2023, <https://www.usip.org/publications/2023/04/whats-behind-fighting-sudan>.
- 2 Voir Zineb Riboua, *The great game in Sudan*, Foreign Policy, 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/05/16/sudan-us-saudi-israel-russia-china-africa-geopolitics-civil-war/>; Jean-Baptiste Gallopin, *The great game of the UAE and Saudi Arabia in Sudan*, Project on Middle East Political Science (POMEPS), 2020, <https://pomeps.org/the-great-game-of-the-uae-and-saudi-arabia-in-sudan>.
- 3 Entretiens avec des passeurs tchadiens dans le centre et l'est du Tchad, mai 2023.
- 4 Alwihda Info, Le Tchad annonce la fermeture de sa frontière avec le Soudan jusqu'à nouvel ordre, 2023, https://www.alwihdainfo.com/Le-Tchad-annonce-la-fermeture-de-sa-frontiere-avec-le-Soudan-jusqu-a-nouvel-ordre_a122664.html.
- 5 Entretiens avec des passeurs tchadiens dans l'est du Tchad, mai 2023.
- 6 Entretiens avec un membre des Forces de soutien rapide en poste dans le nord-ouest du Soudan, mai 2023.
- 7 Benoit Faucon, Summer Said et Jared Malsin, *Libyan militia and Egypt's military back opposite sides in Sudan conflict*, The Wall Street Journal, 19 avril 2023, <https://www.wsj.com/articles/libyan-militia-and-egypts-military-back-opposite-sides-in-sudan-conflict-87206c3b>.
- 8 Alwihda Info, Maintenance de la raffinerie : le Tchad autorise l'importation de carburant, notamment de Libye, 2023, https://www.alwihdainfo.com/Maintenance-de-la-raffinerie-le-Tchad-autorise-l-importation-de-carburant-notamment-de-Libye_a122531.html.
- 9 Entretiens avec des chercheurs d'or, des trafiquants et des commerçants à Zouar, Kouri Bougoudi, N'Djamena et Abeche, mai 2023.
- 10 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région, Bulletin de risque – Numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/11/West-Africa-Obs-RB-2-FR-web.pdf>.
- 11 Alwihda Info, Maintenance de la raffinerie : le Tchad autorise l'importation de carburant, notamment de Libye, Alwihda Info, 2023, https://www.alwihdainfo.com/Maintenance-de-la-raffinerie-le-Tchad-autorise-l-importation-de-carburant-notamment-de-Libye_a122531.html.
- 12 Entretiens avec des passeurs tchadiens et libyens dans l'est et le nord du Tchad, et dans le sud de la Libye, mai 2023.
- 13 Ces chiffres ont été communiqués lors d'entretiens avec des passeurs tchadiens et libyens dans l'est et le nord du Tchad, et dans le sud de la Libye, en mai 2023.
- 14 Entretiens avec des passeurs tchadiens et libyens à Um al-Aranib, qui ont emprunté des itinéraires au Tchad en mai 2023.
- 15 Ibid.
- 16 Programme des Nations Unies pour le développement, *Country insights: Human development reports*, 2023, <https://hdr.undp.org/data-center/country-insights#/ranks>.
- 17 Entretiens avec deux passeurs tchadiens actifs à Abéché, mai 2023.
- 18 Rayhan Uddhin, *Sudan : Darfur governor calls on civilians to take up arms, risking violent escalation*, 30 mai 2023, <https://www.middleeasteye.net/news/sudan-conflict-darfur-minawi-civilian-arms-escalation>; Tweet de Minni Minnawi, Mini Arko Minawi, Twitter, 28 mai 2023, <https://twitter.com/ArkoMinawi/status/1662753603788890113?s=20>.
- 19 Pour des exemples passés, voir Jérôme Tubiana, Clotilde Warin et Mahamat Saleh Mangare, *Diaspora in despair, Darfurian mobility at a time of international disengagement*, Small Arms Survey, 2020, https://smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-Report-Darfur-mobility_0.pdf.
- 20 Voir Maria Fernandez Garcia, *On the border: Chad confronted with sudden wave of Sudanese refugees*, European Commission, 15 juin 2023, [https://www.reuters.com/world/africa/un-refugee-agency-200000-have-fled-sudan-2023-05-12/](https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/news-stories/stories/border-chad-confronted-sudden-wave-sudanese-refugees_en#:~:text=The%20conflict%20currently%20raging%20in,and%20numbers%20continue%20to%20increase; Emma Farge, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : 200,000 have fled Sudan, Reuters, 12 mai 2023, <a href=).
- 21 Mark Micallef et al, *Conflict, coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020*, GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.

- 22 Eric Reidy, *A protest dispersed, a camp burned: Asylum seekers in Agadez face an uncertain future*, The New Humanitarian, 10 février 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/02/10/Sudanese-asylum-seekers-Niger-Agadez-protest-EU-migration-policy>; Rosine Munezero, *Un réfugié soudanais meurt dans une manifestation à Agadez*, Voa Afrique, 27 mai 2022, <https://www.voafrique.com/a/un-r%C3%A9fugi%C3%A9-soudanais-meurt-dans-une-manifestation-au-niger/6591850.html>.
- 23 Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/Soldats-de-Fortune-Flyer-.pdf>.
- 24 Alice Fereday, *Chad: Political crisis significantly disrupts human smuggling*, GI-TOC, juin 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-CHAD.pdf>.
- 25 Mark Micallef et al, *Conflict, coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020*, GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 26 Tony Chafer, *Chad: France's role and political instability*, ISPI – Institut italien d'études politiques internationales, <https://www.ispionline.it/en/publication/chad-frances-role-and-political-instability-23842>; Jérôme Tubiana, *Renouncing the rebels: Local and regional dimensions of Chad-Sudan rapprochement*, Small Arms Survey, février 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/renouncing-rebels-local-and-regional-dimensions-chad-sudan-rapprochement-hsba-working>.
- 27 Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>.
- 28 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *e banditisme au nord du Niger : diffusion géographique et multiplication des auteurs*, Bulletin de risque – Numéro 4, GI-TOC, juin 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf>.
- 29 Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>.
- 30 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle*, Small Arms Survey, juin 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>; Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Soldiers-of-fortune-French-web.pdf>.
- 31 Entretien avec plusieurs contacts des services de sécurité et des trafiquants à N'Djamena, Tchad, mai 2023.
- 32 Ibid.

Les agriculteurs et les éleveurs de plus en plus pris pour cible dans un contexte d'enlèvements contre rançon record dans la région Nord du Cameroun.

Le 17 mai 2023, aux alentours de minuit, des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans le village de Lagoye, dans le nord du Cameroun, et ont enlevé Babana, un agriculteur de 52 ans.¹ Ses ravisseurs ont exigé une rançon de 15 millions de FCFA (environ 22 660 euros). Après que sa famille a payé la rançon, il a été libéré, après avoir passé près de deux semaines en captivité. Le calvaire de Babana n'est qu'un exemple d'enlèvement parmi tant d'autres à Touboro, le district du Mayo-Rey, département le plus à l'est de la région Nord, dans lequel se trouve Lagoye. Touboro n'est cependant pas un cas unique. Depuis 2020, dans la région Nord du pays, en particulier dans les départements du Mayo-Rey et du Bénoué, le nombre d'individus enlevés a considérablement augmenté (voir figure 1).

En janvier 2023, un nombre record de 46 prises d'otages ont été signalées en deux jours dans la région Nord du Cameroun.² Au vu du nombre de personnes enlevées au cours des cinq premiers mois de 2023 (voir figure 2), il est probable que les chiffres de cette année dépassent ceux de l'année dernière. Bien que la région Extrême-Nord du pays soit confrontée à une menace extrémiste violente émanant des deux principales factions de Boko Haram, de la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique et de Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (Personnes engagées dans la propagation des enseignements du Prophète et dans le Jihad),³ la menace dans la région Nord est d'une nature différente. Les habitants y sont la cible d'un ensemble varié d'acteurs criminels désireux d'exploiter le potentiel de profit substantiel qu'offrent les enlèvements contre rançon.

Bien que la principale source de financement de ces acteurs criminels, connus sous le nom de *zarginas*, ait été d'opérer en tant que *coupeurs de route*, puis voleurs de bétail, une combinaison de facteurs les a amenés à se diversifier de plus en plus dans l'enlèvement contre rançon.⁴ Si les opérations militaires contre les *zarginas* ont permis d'améliorer l'égèrement la situation dans la

région Nord en 2022, l'histoire de la criminalité dans le nord du Cameroun laisse supposer que la pression militaire pourrait simplement déplacer géographiquement la violence ou favoriser la transformation de la dynamique criminelle de la région. La recrudescence de la violence en République démocratique du Congo depuis la mi-2022, le développement de factions rebelles dans le sud-ouest du Tchad, la montée de la violence communautaire au Cameroun et le contexte sécuritaire instable au Soudan contribuent tous, à des degrés divers, à la dissémination des armes et au renforcement des activités criminelles, et ne feront qu'aggraver la situation au Cameroun.⁵

Des coupeurs de route aux voleurs de bétail en passant par les ravisseurs

Le phénomène des *zaraguinas* est apparu en République centrafricaine (RCA) dans les années 1980.⁶ La prolifération de soldats et de mercenaires démobilisés ou insoumis dans le contexte des diverses crises sécuritaires en RCA, au Tchad et au Soudan a apporté la force du nombre – et des armes – aux *zarginas*. Cela leur a permis d'acquérir un haut degré de professionnalisme et favorisé leur expansion dans le nord du Cameroun du fait notamment de la porosité des frontières et des possibilités économiques accrues offertes par un secteur de l'élevage prédominant dans la région.⁷ Les bandits, connus pour leur violence impitoyable, tendaient des embuscades aux personnes qui se rendaient sur les marchés aux bestiaux ou en revenaient avec de grosses sommes d'argent, en coupant la circulation sur les routes à l'aide de troncs d'arbres.⁸

Les réponses désordonnées (et donc largement infructueuses) apportées par les autorités camerounaises, centrafricaines et tchadiennes au phénomène *zargina* ont permis l'émergence d'une autre menace : le vol de bétail.⁹ La présence de grands marchés aux bestiaux dans les régions frontalières des autres pays du bassin du lac Tchad (Nigéria, Niger et Tchad) a été l'un des principaux facteurs de vol de bétail au Cameroun, car ces marchés permettent d'écouler

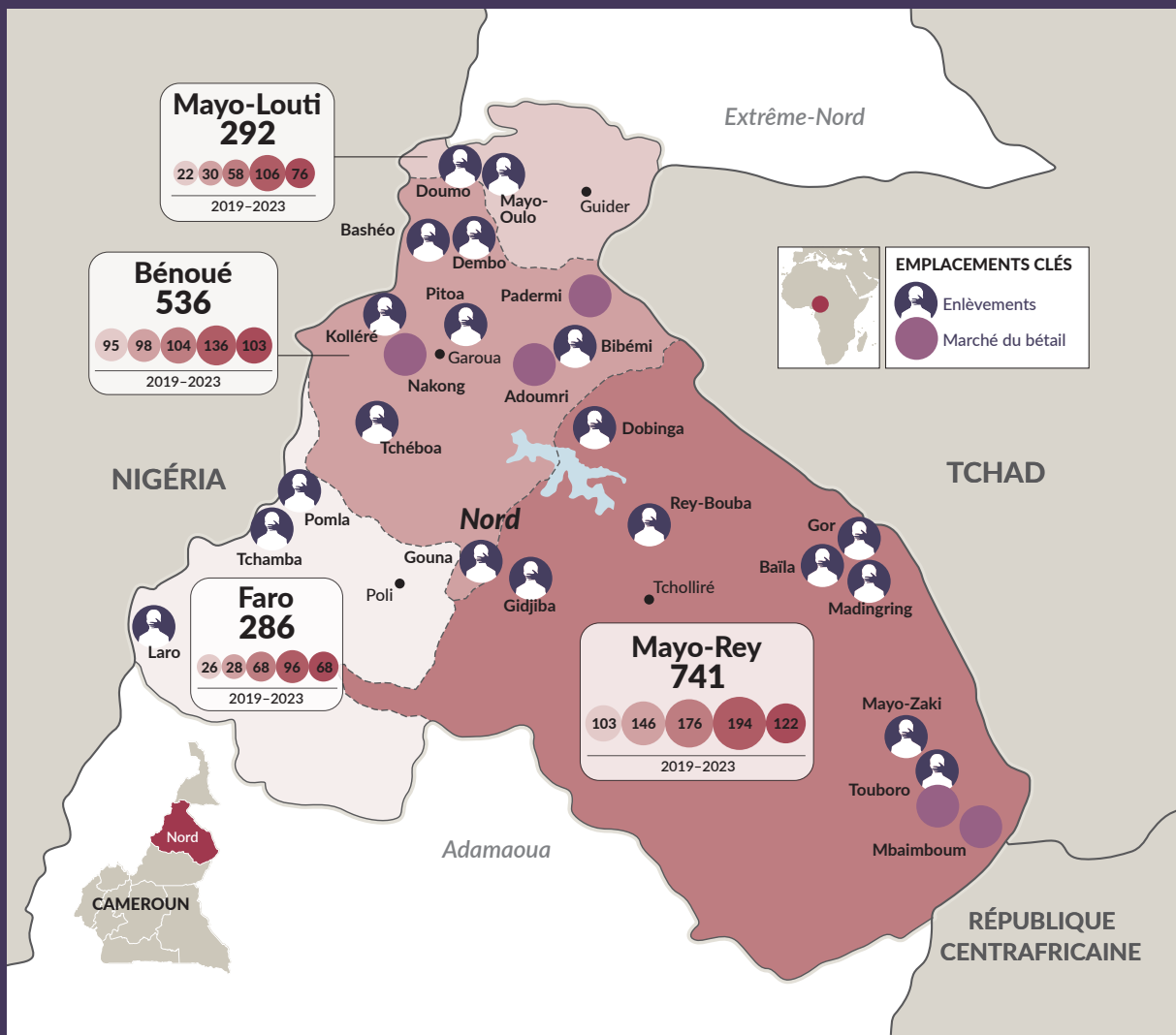


FIGURE 1 Enlèvements dans la région Nord du Cameroun, 2019–2023.

Les données pour 2023 sont arrêtées à la fin du mois de mai.

rapidement les animaux volés. Le bétail volé était acheminé clandestinement par des réseaux à travers les frontières notoirement poreuses de la région vers les consommateurs du Nigéria, du Tchad et de la République centrafricaine, et de ces pays vers le Cameroun.

Au début des années 2000, les forces armées camerounaises ont pris des mesures pour mettre fin aux fréquentes embuscades routières et aux vols de bétail à grande échelle, en multipliant notamment les barrages routiers et les points de contrôle. Elles ont également fourni des escortes militaires aux éleveurs le long des

couloirs de transhumance qui mènent vers le sud et le nord-est du Cameroun et du Tchad, par exemple, ainsi qu'aux groupes de commerçants qui se rendent sur les marchés aux bestiaux ou en reviennent. Le vol de bétail étant devenu une activité de plus en plus compliquée pour les acteurs criminels, ceux-ci ont commencé à se tourner vers l'enlèvement contre rançon.¹⁰ Prendre des gens en otage est bien plus simple que de voler du bétail, car il est plus facile de pénétrer dans les villages sans se faire remarquer. Cela peut se faire de nuit et il est plus simple de se cacher.



Illustration de l'importance de la rançon versée aux preneurs d'otages dans le nord du Cameroun en 2007.

Photo : L'œil du Sahel n° 293, 23 juin 2008.

En 2003, les enlèvements contre rançon étaient devenus un motif de préoccupation majeur pour les décideurs politiques et les services de sécurité camerounais. Aujourd'hui, l'industrie des enlèvements contre rançon génère environ 1 milliard de FCFA (autour de 1,5 million d'euros) par an dans le nord du Cameroun, selon les médias locaux et les organisations issues de la société civile. Elle est devenue la principale menace pour la sécurité dans la région Nord.¹¹

Les enlèvements violents s'intensifient

La capacité de violence et le caractère impitoyable des auteurs d'enlèvements dans le nord du Cameroun ne doivent pas être sous-estimés. Bénoué est le département du Nord qui compte le deuxième plus grand nombre d'individus enlevés depuis 2019, après Mayo-Rey.¹² Le 13 mars 2023, des terres agricoles appartenant à deux agro-pasteurs dans le district de Bibémi (Bénoué) ont été prises pour cible par six hommes armés. Les assaillants ont pris trois enfants en otage. Sept jours plus tard, les enfants ont été brutalement exécutés, les familles n'ayant pas payé la rançon, fixée par les ravisseurs à 18 millions de FCFA (environ 27 000 euros).¹³ Quelques semaines plus tard, à l'aube du 3 avril, dans la ville de Tchéboa, un jeune homme de 18 ans a été enlevé par des hommes armés non identifiés, qui ont exigé une rançon de 10 millions de FCFA (environ 15 200 euros).¹⁴

En 2020, les enlèvements contre rançon ont augmenté dans le département du Mayo-Rey, qui borde le Tchad et la RCA (voir figure 2). Cette évolution est parallèle à la reprise des violences en RCA. Fin 2022, le nombre de personnes enlevées dans le Mayo-Rey avait presque doublé par rapport à 2019 après trois années de hausses annuelles consécutives, passant de 103 à 194.¹⁵

Le Mayo-Rey est riche en pâturages, ce qui attire des éleveurs d'autres régions du Cameroun et des pays voisins. Ces éleveurs comptent cependant parmi les personnes les plus ciblées par les ravisseurs étant donné le caractère lucratif du marché du bétail dans la région. En février 2023, Mal Oumarou, un éleveur vivant à Madingring, dans le Mayo-Rey, a été pris en otage et ses ravisseurs ont exigé une rançon de 20 millions de FCFA (environ 30 500 €).¹⁶

Un riche négociant en bétail basé à Touboro a payé plus de 30 millions de FCFA (environ 46 000 €) après l'enlèvement de son fils en juin 2020. Avant de payer la rançon, il a signalé l'enlèvement à un représentant local des forces de l'ordre. En vain. « Les preneurs d'otages m'ont appelé et m'ont répété mot pour mot ce que j'avais dit au [représentant] », a-t-il déclaré. « J'ai alors compris que j'étais pris au piège et je les ai payés pour qu'ils ne le tuent pas ». ¹⁷

Les exemples de complicité entre preneurs d'otages et forces de l'ordre sont nombreux dans le nord du Cameroun. Par conséquent, il y a une forte réticence à signaler les cas d'enlèvement aux autorités. L'implication présumée des forces de l'ordre locales est également considérée comme un facteur clé de l'augmentation du nombre d'enlèvements depuis 2020. S'il y a toujours eu un certain degré de collaboration, les observateurs proches estiment qu'elle est nettement plus flagrante aujourd'hui.¹⁸

Toutefois, la collusion présumée entre les criminels et les autorités locales n'est pas la seule raison pour laquelle les familles des victimes d'enlèvement s'abstiennent dans une large mesure de se manifester. Les familles des personnes enlevées contre rançon précisent en effet que les ravisseurs menacent de tuer les otages si elles contactent les forces de sécurité et de défense. Les familles sont donc contraintes de garder le silence et de négocier directement avec les criminels, sous peine de représailles. « Qui va laisser sa mère, sa femme, son père ou ses enfants aux mains d'un criminel sous prétexte qu'il ne sert à rien de payer la rançon parce qu'ils ne

seront jamais libérés ? Ma mère a été libérée après le versement d'une rançon de 17 millions de FCFA (26 000 €) », a déclaré un agriculteur de Touboro dont la mère a été enlevée en mars 2023.¹⁹

Bien qu'un nombre apparemment disproportionné d'entre eux aient lieu à Touboro, les enlèvements se produisent un peu partout dans la région Nord. Les auteurs de ces crimes capturent des individus en leur tendant des embuscades sur le bord des routes ou en faisant des incursions nocturnes dans les maisons des villageois. Les enlèvements sont si fréquents que même les centres-villes ne sont pas sûrs. Comme le rapporte un habitant de Touboro, « les centres-villes étaient autrefois épargnés [par les enlèvements] et servaient donc de refuge aux personnes fuyant les villages, mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, nous vivons dans la crainte ».²⁰

Alors qu'ils visaient initialement les éleveurs de bétail, les ravisseurs ont, depuis 2019 environ, élargi leurs cibles aux agriculteurs, compte tenu de la prospérité de bon nombre d'entre eux, et en particulier des producteurs de coton.²¹ En février 2023, un producteur de coton nommé Vakama a été enlevé à Laodjougoy, un petit village situé à 50 kilomètres au sud de Madingring, dans le département du Mayo-Rey. Il a été libéré six jours plus tard, après que sa famille a payé la rançon de 6 millions de FCFA exigée (environ 9 100 euros).²²

Aujourd'hui, par crainte d'être enlevés ou assassinés, des milliers d'éleveurs et leurs familles ont vendu leur bétail et sont partis s'installer ailleurs. D'autres ont complètement changé de métier, embrassant de nouvelles professions dans le transport et le commerce de denrées alimentaires de base, par exemple, des secteurs bien moins lucratifs que celui de l'élevage.²³

La prolifération des enlèvements contre rançon a ainsi contribué à une dislocation progressive de l'économie rurale, dans la région Nord mais aussi plus largement dans le nord du Cameroun, soutenue par l'abandon des zones rurales au profit des centres-villes, qui restent relativement plus stables, même s'ils ne sont pas totalement sûrs. En raison des conditions de vie plus difficiles auxquelles ces villageois sont confrontés dans les zones urbaines, ils sont souvent contraints, pour survivre, de recourir à la criminalité, qu'il s'agisse de délits mineurs comme le vol à la tire, de cambriolages ou même d'agressions physiques. Cet exode rural a non seulement renforcé la hausse du coût de la vie dans les grandes villes, mais a également contribué au développement de l'insécurité urbaine.

Le rôle des opérations militaires

Malgré l'aggravation du phénomène, la lutte contre les enlèvements contre rançon dans le nord du Cameroun a connu quelques succès, avec deux opérations militaires

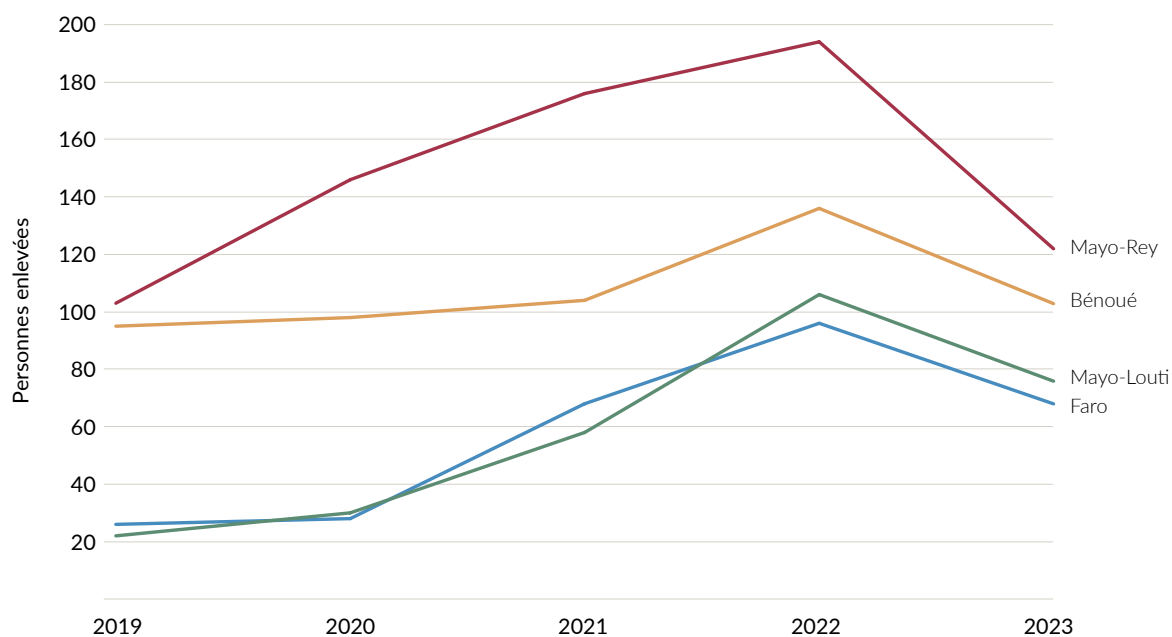


FIGURE 2 Nombre de personnes enlevées dans la région Nord du Cameroun, par département, 2019–2023.

Les données pour 2023 sont arrêtées à la fin du mois de mai.

menées en 2022. Entre le 25 avril et le 30 mai 2022, suite à une recrudescence des enlèvements à Touboro, les autorités ont lancé l'opération « Clean Touboro 1 ». Composée de 300 membres du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), une unité d'élite des forces armées camerounaises créée pour faire face à la menace du terrorisme et des groupes armés, l'opération Clean Touboro 1 a permis de lutter contre les enlèvements, en délogeant les acteurs criminels de la zone nord du district. Après avoir repoussé les criminels vers le sud, le

BIR a lancé l'opération Clean Touboro 2 du 15 juin au 20 juillet 2022. Selon des sources du BIR, les deux opérations ont permis la libération de 18 otages, l'arrestation de 27 suspects, l'assassinat de quatre acteurs criminels présumés et la saisie d'un large éventail d'armes et de munitions, entre autres équipements.²⁴

Pour répondre spécifiquement aux enlèvements d'agriculteurs, en particulier ceux de l'industrie du coton, les autorités ont mené l'opération « Safe Harvest » entre

Date	Cible	Lieu	Département	Rançon
Août 2016	Producteur de coton	Bitou (Touboro)	Mayo-Rey	100 millions FCFA (150 000 €)
Juin 2017	Boucher	Touboro	Mayo-Rey	40 millions FCFA (61 000 €)
Juin 2020	Fils d'un négociant en bétail	Touboro	Mayo-Rey	30 millions FCFA (46 000 €)
Octobre 2020	Enfants d'un agriculteur	Madjolé	Bénoué	15 millions FCFA (22 660 €)
Février 2023	Éleveur	Madingring	Mayo-Rey	20 millions FCFA (30 500 €)
Février 2023	Producteur de coton	Laodjougoy	Mayo-Rey	6 millions FCFA (9 100 €)
Mars 2023	Mère d'un éleveur	Touboro	Mayo-Rey	17 millions FCFA (26 000 €)
Mars 2023	Enfants d'un agriculteur	Laodjougoy	Mayo-Rey	18 millions FCFA (27 000 €)
Avril 2023	Agriculteur	Tchéboa	Bénoué	10 millions FCFA (15 200 €)
Mai 2023	Agriculteur	Lagoye (Touboro)	Mayo-Rey	15 millions FCFA (22 660 €)

FIGURE 3 Quelques cas d'enlèvements dans la région Nord du Cameroun, 2016–2023.

Note: Il n'a pas été possible de collecter systématiquement des données sur le montant des rançons versées. Selon certaines sources, les rançons seraient comprises entre 10 et 30 millions de francs CFA (15 000 et 45 000 €), mais le montant exigé par les preneurs d'otages est très irrégulier et varie considérablement en fonction de la capacité de paiement de la personne ciblée.

septembre et novembre 2022, de façon à coïncider avec la période des récoltes. Bien que les 21 unités du BIR du Nord aient participé à l'opération, celle-ci s'est concentrée principalement dans le Mayo-Rey, en raison de son statut de principale zone de récolte du coton. Grâce à cette opération, les agriculteurs de la région ont pu bénéficier d'une certaine sécurité lors de leurs récoltes. Comme l'a déclaré le président d'un groupe local de producteurs de coton dans le Mayo-Rey, « l'année dernière, nous avons enfin pu récolter et vendre notre coton sans qu'un agriculteur ou un membre de sa famille ne soit kidnappé ».²⁵

Malgré ces progrès, les enlèvements contre rançon restent une menace majeure pour la sécurité dans une grande partie de la région Nord du Cameroun. Si les réponses initiales du gouvernement aux coupeurs de route ont été relativement efficaces, elles ont précipité un effet de déplacement, la répression accrue des forces de l'ordre et des services de sécurité dans la région favorisant l'émergence d'une autre forme de criminalité. Cela soulève des questions sur les limites des approches sécuritaires vis-à-vis d'activités économiques illicites telles que les enlèvements contre rançon et souligne la nécessité d'accompagner ces réponses de stratégies alternatives qui s'attaquent aux facteurs d'insécurité.

Notes

- 1 Le nom de la victime a été modifié pour protéger son identité. Entretien avec un agent des services de renseignement du 4e bataillon d'intervention rapide, Garoua, juin 2023.
- 2 Entretien avec un journaliste local, Garoua, février 2023.
- 3 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le racket organisé par l'ISWAP dans le nord du Cameroun fait l'objet d'un rejet croissant par les communautés, Bulletin de risque, Numéro 7, GI-TOC, avril 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-007/fr/04-iswaps-extortion-racket-in-northern-cameroon.html>.
- 4 Le terme « *zargina* » pourrait trouver son origine dans le mot arabe tchadien *zarâg* (tissu indigo), qui fait référence au bleu « utilisé pour marquer le visage des voleurs pris en flagrant délit sur les marchés ». Voir International Crisis Group, *Armed groups in the Central African Republic, Central African Republic: The roots of violence* (2015), 2–15 ; et Christian Seignobos, Le phénomène *zargina* dans le nord du Cameroun. La crise des sociétés pastorales mbororo, *Afrique contemporaine*, 239, 3 (2011), 35–59.
- 5 DW, Le pouvoir tchadien de nouveau menacé depuis le sud du pays, 24 janvier 2023, <https://www.dw.com/fr/le-pouvoir-tchadien-de-nouveau-menac%C3%A9-depuis-le-sud/a-64495244>.
- 6 International Crisis Group, *Armed groups in the Central African Republic, Central African Republic: The roots of violence* (2015), 2–15.
- 7 Depuis leur émergence dans les années 1980, les *zaraguinas* regroupent des profils différents, notamment des anciens soldats de la RCA, du Tchad, du Soudan et du Cameroun, des mercenaires de groupes rebelles opérant dans la région, des anciens bergers à qui l'ont a dérobé le bétail et des jeunes opportunistes et mécontents. Entretien avec un agent des services de renseignement de l'armée, Garoua, juin 2022. Voir également International Crisis Group, *Armed groups in the Central African Republic, Central African Republic : The roots of violence* (2015), 2–15. Pour un aperçu détaillé du phénomène *zaraguina* dans le nord du Cameroun, voir Christian Seignobos, Le phénomène *zarguina* dans le nord du Cameroun : Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo, *Afrique Contemporaine*, 3 (2011), 239, 35–59.
- 8 Entretien avec un agent des services de renseignement de l'armée, Garoua, juin 2022.
- 9 Entretien avec un journaliste local, Garoua, février 2023.
- 10 Entretien avec un journaliste local, Garoua, avril 2023.
- 11 Le nord du Cameroun comprend les trois régions les plus septentrionales du pays : l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua. Entretien avec un membre de la société civile, Garoua, avril 2023.
- 12 Données fournies par des sources au sein des services de sécurité camerounais.
- 13 Entretien avec un officier du 4e bataillon d'intervention rapide, Garoua, avril 2023.
- 14 Ibid.
- 15 Données fournies par des sources au sein des services de sécurité camerounais.
- 16 Entretien avec un officier du 4e bataillon d'intervention rapide, Garoua, avril 2023. L'otage a été libéré après l'intervention du bataillon d'intervention rapide.
- 17 Entretien avec un éleveur local, Touboro, juin 2020.
- 18 Entretien avec un officier du 4e bataillon d'intervention rapide, Garoua, avril 2023. Ce point de vue est également partagé par d'autres, notamment par des journalistes locaux qui traitent des questions de sécurité dans le nord du Cameroun.
- 19 Entretien avec un agriculteur local, Touboro, mai 2023. Les autorités camerounaises interdisent formellement le paiement de rançons, car elles estiment qu'il encourage les activités criminelles et permet aux criminels d'acheter des armes.
- 20 Entretien avec un résident local, Touboro, mai 2023.
- 21 Le Mayo-Rey est une importante zone de culture du coton. Elle fournit des ressources à la société de développement du secteur du coton, la SODECOTON, l'une des industries les plus importantes du nord du Cameroun. L'industrie du coton a fait l'objet d'une réforme importante qui lui a permis de décoller à partir de 2019.
- 22 Entretien avec un journaliste local, Garoua, avril 2023.
- 23 Ibid.
- 24 Entretien avec un officier du 4e bataillon d'intervention rapide, Garoua, avril 2023.
- 25 Entretien avec le président du groupe d'initiative commune des producteurs de coton, Touboro, juin 2023.

Les saisies de cocaïne peuvent-elles servir d'indicateurs de l'instabilité politique en Afrique de l'Ouest ?

Le nombre et le volume des saisies de cocaïne enregistrées en Afrique de l'Ouest ont connu un pic en 2019 et, à l'exception d'une baisse en 2020 (très probablement sous l'effet des restrictions opérationnelles dans le cadre du COVID-19), se sont maintenus à un niveau sans précédent depuis : plus de 25 tonnes de cocaïne ont été saisies en 2022. Cette forte hausse cadre avec les tendances globales à l'augmentation des saisies durant la période post-COVID.¹

Bien que cette augmentation des saisies coïncide avec les niveaux record de l'offre mondiale de cocaïne,² il est admis que les saisies ne sont pas des indicateurs fiables de l'offre de produits et qu'elles témoignent plutôt de l'efficacité des services de l'ordre.³ La capacité des saisies, et en particulier des saisies conséquentes en série, à apporter un éclairage sur l'instabilité politique actuelle et à venir est toutefois moins étudiée.

Comme pour les économies criminelles axées sur le transit de grande valeur, le trafic de cocaïne dans certains pays d'Afrique de l'Ouest s'appuie sur des structures de protection organisées qui peuvent souvent être rattachées aux échelons supérieurs de l'État et de son appareil de sécurité.⁴ Les précédents ont montré que les périodes de fracture politique ou de conflit dans la région peuvent être corrélées à des saisies de cocaïne importantes et en nombre, représentatives de fissures dans la structure de protection politique, qui (moyennant des frais) permet au trafic de se dérouler sans entrave.⁵

Une analyse récente suggère que les saisies ont tendance à être plus nombreuses durant les périodes où, du fait de l'ébranlement du système politique, les services de répression sont en mesure d'opérer avec une plus grande indépendance. Les saisies semblent également être des indicateurs d'une instabilité imminente induite par les luttes de pouvoir ou la fragmentation des systèmes politiques.

Nous avons examiné les cas tout en contraste de la Guinée, de la Guinée-Bissau et du Ghana pour comprendre en quoi les schémas de saisie peuvent

apporter un éclairage sur l'instabilité politique en Afrique de l'Ouest.

Guinée : Plus d'instabilité politique ?

La Guinée joue depuis longtemps un rôle central dans le transit en Afrique de l'Ouest de la cocaïne destinée à l'Europe. Néanmoins, l'économie criminelle du pays n'a fait l'objet que d'une attention limitée, les projecteurs étant généralement braqués sur son voisin plus tristement célèbre, la Guinée-Bissau. Les indicateurs de l'offre et du commerce de détail suggèrent que l'économie de la cocaïne en Guinée est actuellement en phase d'expansion rapide.⁶

L'économie de la cocaïne en Guinée se caractérise par un petit nombre d'acteurs guinéens de longue date et de haut rang, qui exercent une influence majeure sur le marché et entretiennent des liens étroits avec l'État. Au moins trois acteurs majeurs ont commencé à opérer sous le régime du président Lansana Conté au début des années 2000, ont fait l'objet de poursuites judiciaires en 2010 sous Dadis Camara (qui a mené le coup d'État militaire qui a permis de chasser Conté), et semblent poursuivre leurs activités sous Alpha Condé : Sidiki Mara, Mamady Kallo et Moussa Traoré.⁷ On ne saurait encore dire si ces personnes sont toujours au cœur de la dynamique actuelle de la cocaïne en Guinée.

Comme le montre la figure 1, les saisies en Guinée ont connu un pic sans précédent depuis 2022. Ce pic s'explique dans une large mesure par les saisies de grandes cargaisons maritimes - 299 kilogrammes en février 2022, 2,6 tonnes en septembre, et 1,5 tonne en avril 2023. Cette situation est inhabituelle, car les grandes cargaisons de drogue transportées par voie maritime bénéficient généralement d'un niveau de protection opérationnelle plus élevé que les petites cargaisons transportées par voie aérienne.

Cette série de saisies en vrac a commencé peu après le coup d'État de 2021 qui a renversé Condé et porté Mamadi Doumbouya au pouvoir. Elle a également ébranlé la structure politique en place : de hauts dirigeants politiques ont été destitués de leurs fonctions,

et plus de 40 officiers de l'armée, qui a longtemps joué un rôle clé dans la protection de l'élite du commerce de la cocaïne dans le pays, ont été mis à la retraite forcée, tandis que plusieurs postes militaires de haut rang étaient remaniés.⁸ Il est probable que cela ait créé des fissures dans les systèmes de protection établis et bien huilés, d'où les saisies effectuées par les forces de l'ordre depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement.

Cette récente vague de saisies semble indiquer que, bien que la cocaïne continue de transiter par la Guinée, le système de protection qui l'a facilitée (et peut-être le système plus large des entrepreneurs criminels) est plus fragmenté qu'il ne l'était sous Condé. Les services de répression ont ainsi eu plus de latitude pour intervenir, ce qui a permis d'apporter un nouvel éclairage sur l'économie criminelle opaque de la cocaïne.

Le deuxième élément de l'hypothèse, à savoir les saisies en tant que précurseur de l'instabilité politique, est, bien entendu, difficile à confirmer. La figure 2 compare la stabilité politique de la Guinée, telle que mesurée par les

indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, aux saisies de cocaïne enregistrées. Les données montrent clairement que la hausse des saisies est intervenue juste avant une très nette détérioration de la stabilité de la Guinée à la suite du coup d'État de 2021.

Pour ce qui est de l'avenir, l'emprise de Doumbouya sur le pouvoir a été remise en question depuis le coup d'État et, bien qu'il ait été en mesure de résister aux affrontements avec les hauts responsables de la junte militaire au pouvoir, sa base d'appui n'est en aucun cas consolidée. Bien que membre des forces spéciales guinéennes, Doumbouya est considéré comme relativement jeune et a passé plusieurs années à l'étranger. Certains éléments de la vieille mais influente garde militaire verraient donc encore en lui un étranger. La dynamique politique actuelle en Guinée est extrêmement fragile – la junte militaire semble fracturée, s'attachant à museler la liberté d'expression et n'apportant que peu de clarté sur la voie qui mène à la démocratie. La récente série de saisies en vrac semble en effet présager une nouvelle instabilité politique en Guinée.⁹

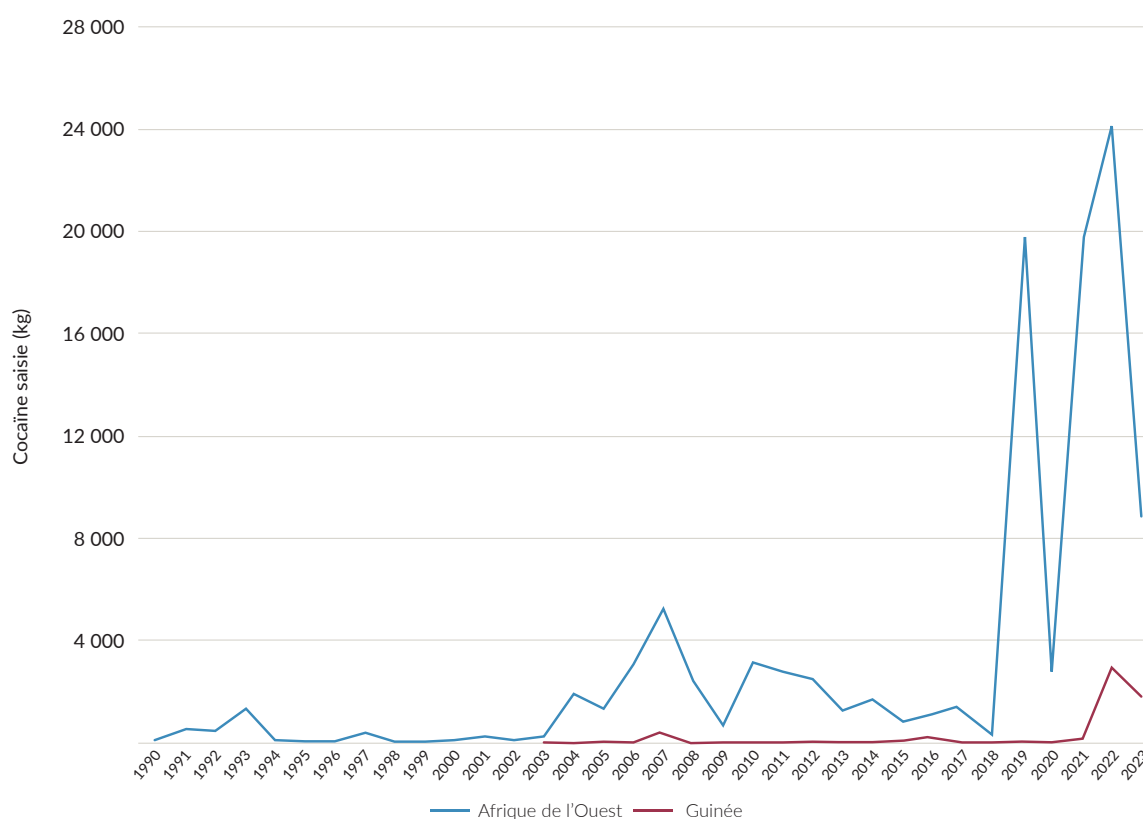


FIGURE 1 Saisies de cocaïne en Guinée et en Afrique de l'Ouest, 1990-2023.

Note: Chiffres 2023 arrêtés au mois de mai.

Source: Données recueillies par la GI-TOC auprès de diverses sources, dont l'ONUDC, de publications médiatiques et de sources confidentielles.

Guinée-Bissau : Le système de protection se remet en place

Deux saisies exceptionnelles de cocaïne en 2019 (789 kilogrammes et 1 869 kilogrammes) ont souligné l'importance de la Guinée-Bissau en tant que point de transbordement sur les routes du trafic mondial de cocaïne. Le calendrier de ces importations de cocaïne (qui ont eu lieu juste avant les élections législatives et présidentielles de 2019, respectivement) est révélateur.

On s'accorde tout d'abord à dire que les saisies ont été dictées par la nécessité de financer des campagnes électorales.¹⁰ Elles s'avèrent ensuite avoir eu lieu pendant la période d'incertitude politique qui a précédé les élections. Les services de police judiciaire du pays opéraient alors en toute indépendance, sans entrave de la part de l'exécutif et avec le soutien de hauts fonctionnaires, dont le premier ministre et le ministre de la justice.

Peu après ces saisies, le système politique a de nouveau été ébranlé : les élections se sont terminées par

l'occupation des bâtiments de l'État par les forces militaires en mars 2020, mettant ainsi fin à une période de six ans de non-ingérence de l'armée dans les affaires de l'État. À noter que deux indicateurs composant l'indice des États fragiles témoignent d'une nette augmentation de la fragilité du pays depuis 2020.¹¹ Si l'on se penche sur l'histoire de la Guinée-Bissau, on constate que la dernière série de saisies enregistrées en 2006 a également précédé de peu les convulsions du système politique, marquées par des coups d'État et une série d'assassinats politiques.

Après la transition de pouvoir, le nombre de saisies a de nouveau diminué. Peu après son arrivée au pouvoir en février 2020, le président Embaló a déclaré publiquement aux médias internationaux que son investiture avait « clos un chapitre » de l'histoire de la Guinée-Bissau, en référence à la réputation de plaque tournante du trafic de cocaïne du pays.¹²

Les saisies ont peut-être diminué, mais des sources bien placées affirment que le trafic de cocaïne a augmenté au

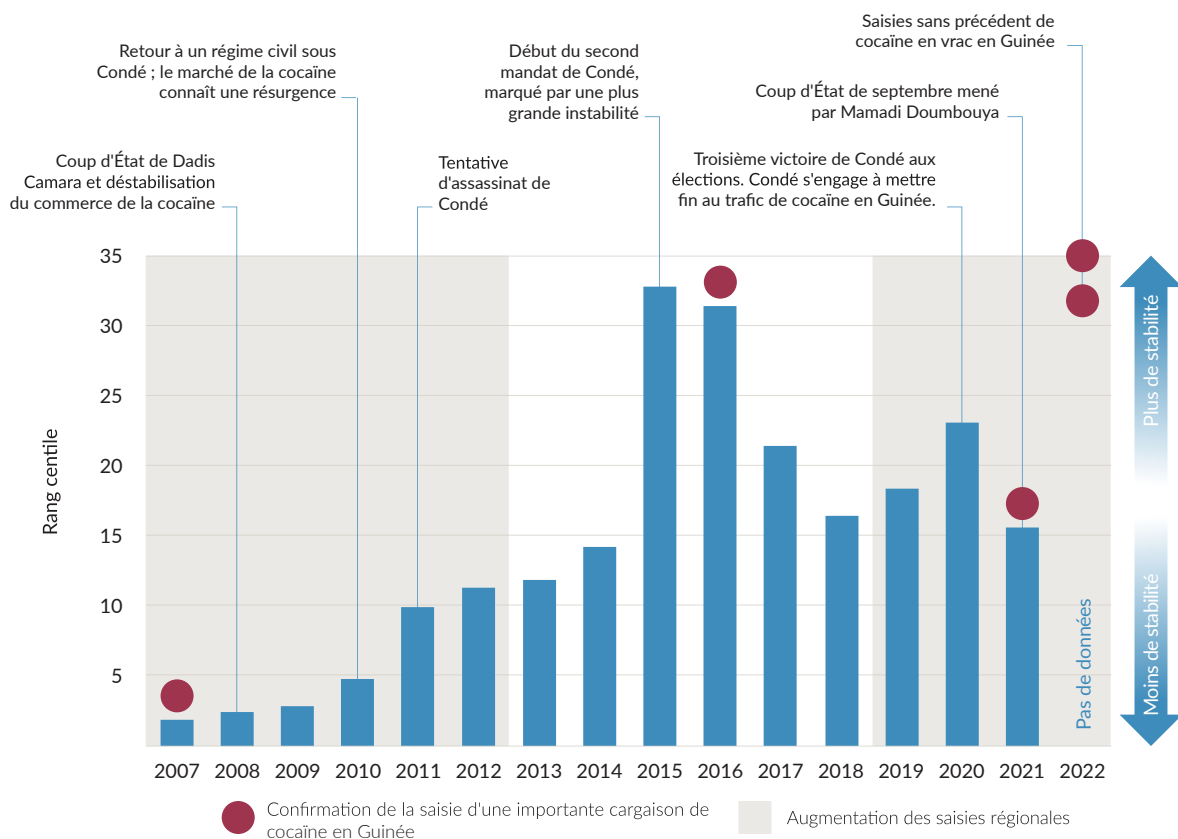


FIGURE 2 Stabilité politique et saisies de cocaïne en Guinée.

Le rang centile indique la position du pays par rapport aux autres pays en ce qui concerne le sentiment de stabilité politique et d'absence de violence/terrorisme, 0 correspondant au rang le plus bas et 100 au rang le plus élevé.

Source: GI-TOC, Banque mondiale

cours de cette période.¹³ Les renseignements fournis par les autorités nationales et internationales chargées de l'application de la loi font état d'une arrivée continue et croissante dans les eaux territoriales bissau-guinéennes de cocaïne transportée dans des navires-mères et transbordée sur des navires plus petits pour être déchargée dans des points situés le long de la côte.¹⁴

Les parties prenantes proches des enquêtes sur les saisies de cocaïne dans les eaux territoriales et les ports des pays voisins, notamment le Sénégal et la Gambie, ont indiqué à plusieurs reprises que les cargaisons avaient pour destination la Guinée-Bissau.¹⁵ On pense par exemple que les 2 026 kilogrammes de cocaïne saisis sur le navire *La Rosa* au large de Dakar en octobre 2021 étaient destinés à la Guinée-Bissau.¹⁶ Selon des consommateurs de drogue à Bissau, le prix de la cocaïne en poudre est actuellement plus bas qu'auparavant. La

baisse du prix de la cocaïne ne va pas dans le sens d'une pénurie actuelle de l'offre.¹⁷

La baisse marquée des saisies en Guinée-Bissau depuis le début de l'année 2020 semble donc témoigner du rétablissement d'un système de protection du transport de cocaïne et d'une restriction sensible de la liberté d'action de la justice pénale, et plus particulièrement de la police judiciaire.¹⁸ Bien que l'année 2022 ait été marquée par de nombreux signes d'instabilité politique (une tentative de coup d'État qui aurait échoué, le redéploiement des troupes de maintien de la paix de la CEDEAO et la dissolution de l'Assemblée nationale par le président pour cause d'« urgence politique ») de nombreuses parties prenantes en Guinée-Bissau ne pensent pas que le pouvoir présidentiel soit gravement menacé. Au contraire, le système de protection politique semble s'être consolidé, avec une concentration croissante du pouvoir entre les mains du président.

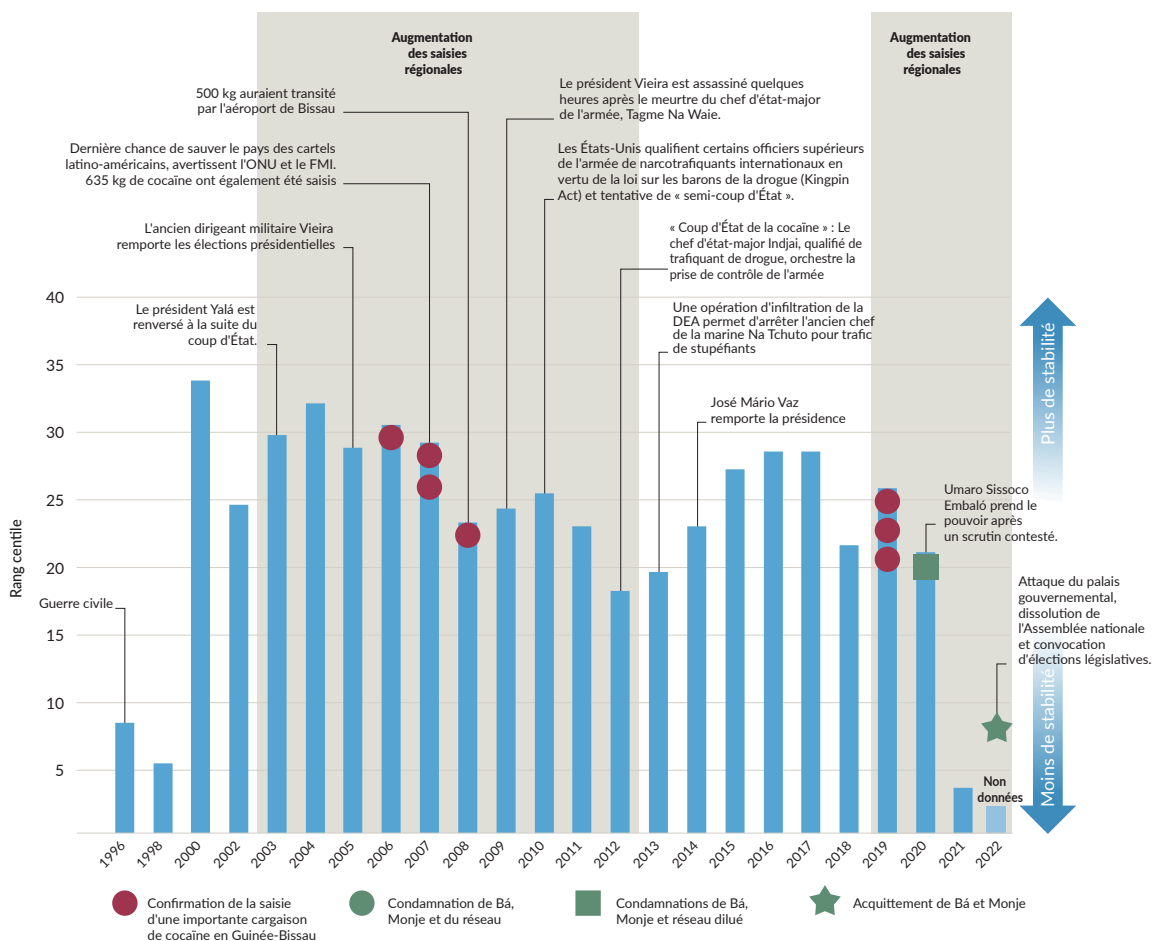


FIGURE 3 Saisies de cocaïne, coups d'État et événements politiques en Guinée-Bissau, 1996-2022.

Note: Le rang centile indique la position du pays par rapport aux autres pays en ce qui concerne le sentiment de stabilité politique et d'absence de violence/terrorisme, 0 correspondant au rang le plus bas et 100 au rang le plus élevé.

Source: GI-TOC, Banque mondiale

Ghana : Des tendances contestées

Le Ghana sert depuis longtemps de point de transit de la cocaïne destinée à l'Europe. Les saisies dans le pays ont toutefois chuté après 2013 et sont restées faibles depuis lors. La plateforme de surveillance des drogues de l'ONUDC n'a suivi qu'une seule saisie de plus de 100 kilogrammes dans le pays depuis 2014.¹⁹ Cette pénurie survient dans un contexte d'escalade des saisies dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Comment cela s'explique-t-il ?

Certaines parties prenantes nationales et internationales ont suggéré que le renforcement des systèmes de sécurité aux points d'entrée (en particulier à Tema, plus grand port maritime du pays et principal point d'entrée de la cocaïne) a rendu l'importation de cocaïne plus difficile pour les trafiquants, ce qui a entraîné un déplacement du commerce vers d'autres pays.²⁰ Cette approche s'appuie sur la diminution du nombre de saisies pour évaluer les volumes. Elle est peu fiable.²¹

D'autres personnes travaillant pour la justice pénale et dans des sphères plus larges ne sont pas d'accord avec ces conclusions.²² Elles avancent plutôt que si le trafic

peut se poursuivre sans entrave de la justice, c'est grâce à la protection dont bénéficie le trafic de cocaïne, documentée de longue date, dans les hautes sphères.²³ Parallèlement, l'intimidation croissante des journalistes a entraîné une augmentation de l'autocensure et une faible couverture du sujet politiquement sensible du commerce de la cocaïne.²⁴

Les données vont dans le sens de cette deuxième hypothèse, à savoir que l'absence de saisie sur une longue période s'explique par la protection sans faille dont a bénéficié ce commerce. Il faut savoir tout d'abord que le transbordement de cocaïne en haute mer de navires-mères vers des navires plus petits, avec débarquement à des points d'entrée côtiers hors des ports maritimes officiels, est courant en Afrique de l'Ouest. Cette forme de transport de drogues n'est pas affectée par le renforcement des contrôles dans les ports officiels. Plusieurs saisies importantes de cocaïne destinée au Ghana ont par ailleurs été effectuées récemment au Brésil, un point d'exportation clé vers l'Afrique de l'Ouest.²⁵

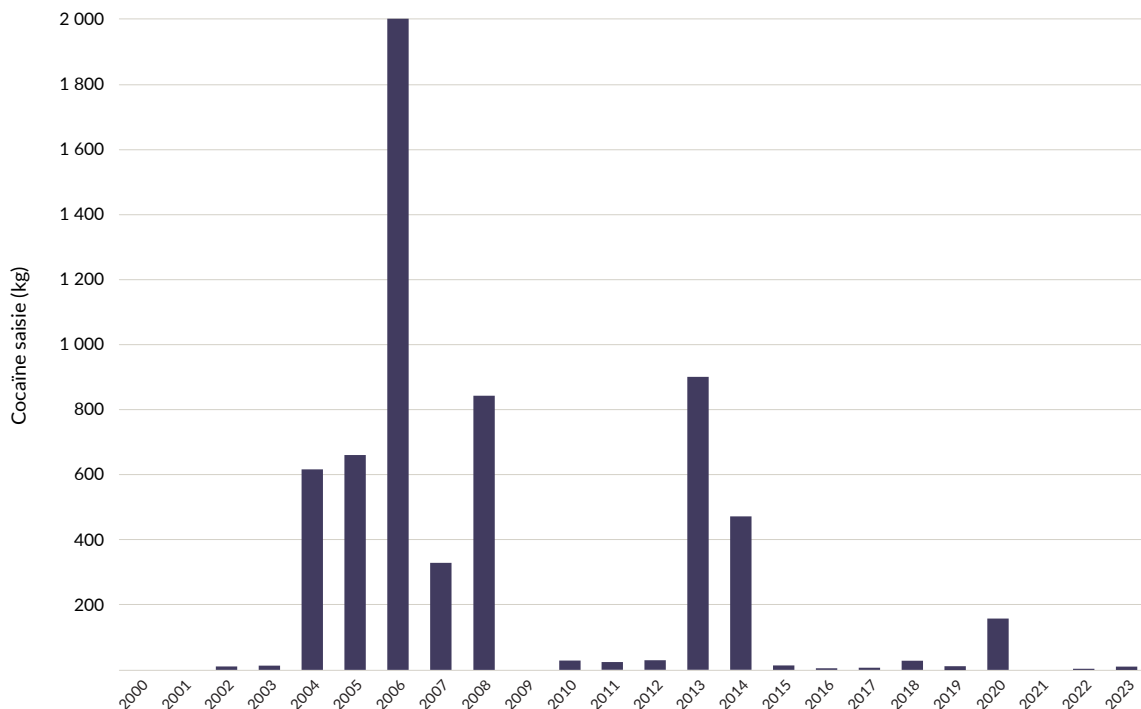


FIGURE 4 Saisies de cocaïne enregistrées au Ghana, 2000–2023.

Note: Chiffres 2023 arrêtés au mois de mai.

Source: Données recueillies par la GI-TOC auprès de diverses sources, dont l'ONUDC, dans des publications dans les médias et auprès de sources confidentielles.

Troisième point : le prix de détail du crack à Accra, à 30 kilomètres de Tema, est, selon les consommateurs de drogue, resté le même en valeur nominale (à environ 10 cédis ghanéens la balle) entre 2017 et 2023 (soit 1,9 € en 2017, 0,8 € en 2023).²⁶ Les personnes interrogées à Accra en 2023 signalent également que la pureté du crack est restée globalement stable depuis 2015 environ.²⁷ Les témoignages des revendeurs indiquent qu'il n'est pas plus difficile qu'avant de se procurer de la cocaïne en poudre auprès des grossistes.²⁸

Si l'on tient compte de l'inflation, le prix du crack a baissé de plus de 60 % entre 2017 et 2023.²⁹ À noter que les données relatives à l'accessibilité de la cocaïne sur les marchés de détail européens, auxquels est destinée la majeure partie de la cocaïne transitant par le Ghana, font état d'une augmentation de 38 % de l'« accessibilité » de la cocaïne sur les marchés de détail européens entre 2015 et 2020.³⁰

La baisse des prix en valeur réelle, associée à une pureté apparemment stable,³¹ semble indiquer qu'il y a plus, et non moins, de cocaïne en poudre sur les marchés du crack du Ghana. Le marché établi de la consommation de cocaïne du Ghana est depuis longtemps alimenté par les flux de cocaïne transitant par le pays et n'est pas un destinataire à part entière. Cela laisse supposer que le flux de cocaïne qui transite par le Ghana est stable ou en hausse depuis le milieu des années 2010 et conforme aux tendances régionales plus larges. Il est probable qu'une

partie de ces importations se fasse par voie terrestre et une autre partie par les zones côtières du Ghana.

L'absence de perturbation sur les marchés de détail, ainsi que les saisies continues de drogue destinée au Ghana dans les principaux points d'exportation, semblent suggérer que la deuxième analyse (qui met en évidence un système de protection sans faille) pourrait expliquer l'absence de saisie au Ghana sur une longue période. Le système de protection politique n'a montré que peu de signes de fracture, même lors des élections très disputées de 2016, qui ont entraîné un changement de dirigeants, avec l'arrivée au pouvoir du Parti patriotique national.

Les saisies de cocaïne comme outil d'analyse et de prévision de l'instabilité politique

L'analyse des économies illicites est, d'une manière générale, entravée par le manque de données fiables. Les saisies, qu'il s'agisse de cocaïne ou d'autres produits, offrent depuis longtemps bien peu d'indications sur ces opérations opaques. Dans le cas de la cocaïne (dont le marché est de par sa nature souvent protégé par des membres de l'État de haut rang) ces indications offrent des indices pour mieux cerner non seulement les opérations menées sur le marché lui-même, mais aussi sur la protection fournie et, dans certains cas, sur les hautes sphères politiques. L'application stratégique de cet angle d'analyse aux saisies de cocaïne pourrait contribuer à l'analyse, et peut-être la prévision, de l'instabilité politique dans les pays de transit d'Afrique de l'Ouest et au-delà.

Notes

- 1 *Global report on cocaine, 2023: Local dynamics, global challenges*, ONUDC, mars 2023, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf.
- 2 Ibid.
- 3 Pour un aperçu de la façon d'utiliser les données relatives aux saisies pour mesurer la portée et l'ampleur de la criminalité organisée, voir Fiona M. Underwood, *Using seizure data to measure the scope and scale of organized crime*, Global Organized Crime Index - Documents de travail, GI-TOC, avril 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/measuring-organized-crime-ocindex/>.
- 4 Mark Shaw, 'We pay, you pay': *Protection economies, financial flows, and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (eds), *Beyond Convergence, World Without Order*. Washington, DC: Center for Complex Operations, 2016, pp 235–250.
- 5 Mark Shaw, *West Africa's warning flares? Rethinking the significance of cocaine seizures*, 8 novembre 2021, ENACT, <https://enactafrica.org/research/policy-briefs/west-africas-warning-flares-rethinking-the-significance-of-cocaine-seizures>.
- 6 La consommation de stupéfiants serait en augmentation et les acteurs du gouvernement et de la société civile observent une croissance du marché, en particulier depuis 2021.
- 7 Cour d'Appel de Conakry, n° 05/1/03/2010 ; Cour D'Assises de Conakry, n° 007/15/09/2010 ; Cour D'Assises de Conakry, n° 007/15/09/2010.
- 8 Africa Intelligence, *Poker menteur entre Mamady Doumbouya et l'armée*, 7 avril 2022, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-ouest/2022/04/07/poker-menteur-entre-mamadi-doumbouya-et-l-armee,109765668-art>.
- 9 Pour en savoir plus sur la détérioration de la situation depuis 2015, voir *The Fund for Peace, Fragile States Index annual report 2022*, juillet 2022, <https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2022/07/22-FSI-Report-Final.pdf>, p 24.
- 10 Voir, par exemple, *Breaking the vicious cycle: Cocaine politics in Guinea-Bissau*, Mark Shaw et A Gomes, GI-TOC, mai 2020.
- 11 Indicateurs relatifs à la légitimité de l'État et aux services publics, *Fragile States Index*, données par pays, <https://fragilestatesindex.org/country-data/>.
- 12 Micael Pereira, *Até onde vai a rota do narcotráfico que passa na Guiné-Bissau? Veja o vídeo da grande reportagem 'Na rota da coca'*,

- Expresso, 9 Avril 2022, <https://expresso.pt/multimedia/video/2022-04-09-Ate-onde-vai-a-rota-do-narcotrafico-que-passa-na-Guine-Bissau-Veja-o-video-da-grande-reportagem-Na-rota-da-coca-00bf5661>.
- 13 Entretien avec l'ancien ministre de la Justice de la Guinée-Bissau, juin 2022, par téléphone.
 - 14 Entre mars 2020 et décembre 2021, les forces de l'ordre ont suivi le déchargement d'au moins quatre grandes cargaisons de cocaïne dans les eaux territoriales bissao-guinéennes. Elles n'auraient pas été en mesure d'agir en raison de la protection politique et militaire de haut niveau dont bénéficiaient les opérations. Entretiens avec des sources proches des forces de l'ordre en Guinée-Bissau, janvier à mars 2022.
 - 15 Entretiens avec des forces de l'ordre à Dakar (Sénégal) et à Banjul (Gambie), octobre-décembre 2021.
 - 16 Entretiens avec des responsables de la sécurité en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Gambie, octobre-décembre 2021.
 - 17 Le prix se situait entre 15 000 et 18 000 FCFA (23-27 €) le gramme en avril 2023. Entretiens avec des personnes consommant de la drogue à Bissau, avril 2023.
 - 18 Bien que ces jeux d'influence politique sur la justice pénale en Guinée-Bissau soient loin d'être les premiers, ils se sont accélérés depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel au début de l'année 2020.
 - 19 *Global report on cocaine, 2023 Local dynamics, global challenges*, ONUDC, mars 2023, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf.
 - 20 Entretiens avec des agents des forces de l'ordre et des représentants du Narcotics Control Board (NACOB), Accra, mai 2023.
 - 21 Voir Fiona M Underwood, *Using seizure data to measure the scope and scale of organized crime*, Global Organized Crime Index - Documents de travail, GI-TOC, avril 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/measuring-organized-crime-ocindex/>.
 - 22 Entretiens avec des membres du système judiciaire ghanéen, des procureurs, des représentants du NACOB, des consommateurs de drogue, Accra, mai 2023.
 - 23 *Not just in transit: Drugs, the state and society in West Africa*, West Africa Commission on Drugs, juin 2014, http://www.globalcommissionondrugs.org/wp-content/uploads/2017/02/WACD_En_Report_WEB_051114.pdf.
 - 24 Entretien avec un journaliste d'investigation, Accra, mai 2023. La position du Ghana dans le classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières a chuté en 2022 et 2023 pour tomber à son plus bas niveau en 18 ans. Voir également le classement de la liberté de la presse 2023 : Ghana, Reporters sans frontières, <https://rsf.org/en/country/ghana>.
 - 25 Y compris en 2019 et 2021. Données de la police fédérale brésilienne, citées dans https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf.
 - 26 Prix recueillis lors d'entretiens avec des consommateurs de drogue, novembre 2017, mai 2023, Accra ; Lucia Bird, *Domestic drug use in Ghana: An under-reported phenomenon*, 2019, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/07/Ghana-Drug-Report-web.pdf>. Remarque : Certains consommateurs de drogue en 2023 ont noté que les prix du crack étaient plus bas (environ 6 GHC, soit 0,83 €) en 2021. Si l'on se base sur ce prix, la baisse réelle des prix entre 2021 et 2023 est de 27 %.
 - 27 Discussions de groupe avec des consommateurs et consommatrices de drogue, Accra, mai 2023.
 - 28 Entretien avec un petit dealer de crack, Accra, mai 2023.
 - 29 Calculé sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre 2017 et 2023. Voir Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, <https://data.worldbank.org/indicator/FP.CPI.TOTL.ZG> ; Statista, Ghana : Taux d'inflation de 1987 à 2028, <https://www.statista.com/statistics/447576/inflation-rate-in-ghana/>.
 - 30 L'« accessibilité » tient compte des conditions économiques et de la pureté, et représente « ce qu'un gramme d'une drogue pure, « non-coupée », coûte aux acheteurs compte tenu du niveau de vie dans leur pays ». *European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, EU Drug Market, Cocaine* (LU: Publications Office, 2022), <https://data.europa.eu/doi/10.2810/944155>.
 - 31 Aucune analyse chimique des échantillons n'ayant été effectuée en 2017 et en 2023, la stabilité de la pureté indiquée par les consommateurs de drogue ne peut être confirmée.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse Lyes.Tagziria@globalinitiative.net.

À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME